

1. Les leçons de l'histoire

1. Un mode de développement périmé

Il y a péril en la demeure

Dans un discours fameux prononcé en 2002 à la Conférence mondiale de Johannesburg sur le développement durable, qui marquait les dix ans du Sommet de la terre de 1992, le président de la République française, Jacques Chirac, a dit : « La maison brûle et nous regardons ailleurs. » Ferions-nous véritablement preuve d'innocence, d'ignorance, d'inconscience à l'égard des problèmes ? À les voir énoncés jusqu'à plus soif, j'ai plutôt l'impression que nous regardons la maison brûler, avec un mélange de fatalisme et de fascination morbide puis nous retournons nous distraire, comme aurait dit Pascal, à nos activités quotidiennes, avant de regarder à nouveau où en est l'incendie. Ou, pour reprendre le concept d'Aristote, nous sommes en situation d'acratie, en situation de voir ce qu'il y a à faire sans trouver en nous le ressort moral et l'énergie pour le faire. Bref, ce n'est pas la connaissance du problème qui manque. Nous en sommes au contraire saturés.

La vaine recherche du bouc émissaire

En 1994, l'Union des associations internationales, basée à Bruxelles, qui regroupe un très grand nombre d'institutions publiques et privées intéressées par les problèmes internationaux, a publié sous la direction d'Anthony Judge *L'encyclopédie des problèmes mondiaux et du potentiel humain*¹. Tout un programme. Compilant, en s'aidant de l'ordinateur, un nombre gigantesque de documents de ces honorables institutions, sélectionnant de la sorte près de 20 000 mots-clés reliés par plus de 100 000 liens, l'Encyclopédie a identifié 170 problèmes mondiaux. Il s'agit, par nature, d'une liste à la Prévert. Comme le soulignent les éditeurs eux-mêmes, chaque institution a ses propres centres d'intérêt, ses propres programmes, voire ses propres marottes. Là où l'une déploiera l'absence de liberté laissée aux individus, l'autre s'inquiétera des ravages de l'individualisme forcené. Néanmoins, comme c'est toujours le cas lorsque l'on manie de telles quantités d'informations, un panorama se dégage progressivement, quelques grands « paquets » de problèmes émergent. Cette liste de problèmes et ses regroupements n'apprendront rien de nouveau aux lecteurs. Par le travail exhaustif qu'a représenté leur établissement, ils me paraissent néanmoins une bonne image de la litanie des problèmes que l'on retrouve à mille occasions, soit, selon son option idéologique, pour identifier les tâches de la communauté internationale, soit pour dénoncer les tares d'un système économique, politique et social menant l'humanité à sa perdition certaine.

Les quelque 170 problèmes mondiaux identifiés par Anthony Judge peuvent à l'examen se réunir en sept grands paquets qu'il est intéressant de décrire brièvement pour comprendre ce qui « travaillait la pâte » d'une communauté mondiale en gestation il y a une dizaine d'années.

Vient en tête, avec près de 20 % des items, un premier paquet, le mal développement de nos sociétés : les inégalités, l'inadaptation

1. *Encyclopedia of World Problems and Human Potential*, éditée par The Union of International Associations, 4e édition, 1994-1995.

des structures sociales, le chômage, l'exploitation des plus faibles, etc. Suivent trois paquets de taille comparable. Le premier concerne l'insécurité et la violence, depuis le niveau interindividuel jusqu'au niveau interétatique. Le deuxième a trait aux malheurs de la biosphère, sa dégradation, sa pollution, l'érosion du patrimoine et des terres, le mauvais usage des ressources naturelles. Le troisième a trait aux vicissitudes individuelles de la vie, la maladie, la mort, l'isolement social. Ces trois paquets de taille comparable sont talonnés de près par un cinquième paquet, celui des drames sociaux collectifs, la faim, la misère.

Puis vient le problème de la gouvernance, du local au mondial, avec près de 12 % des problèmes, qu'il s'agisse de l'irresponsabilité des gouvernants, de l'inefficacité de l'action publique, de la corruption ou du manque de démocratie.

Presque au même niveau, avec 10 % du total, vient ce que l'on pourrait appeler la perte ou la crise des valeurs morales et éthiques, le désarroi des repères face à un monde en mouvement. Enfin viennent quelques thèmes moins souvent cités comme le conflit interculturel et le déficit d'informations. Les problèmes financiers ne sont cités qu'une seule fois. Ainsi regroupée, cette multitude de problèmes, si elle ne nous dit rien sur les causes, a le mérite de repérer les quelques grandes questions auxquelles notre humanité doit faire face. Le panorama général est celui d'un mode de développement qui ne parvient pas, malgré les richesses accumulées, à construire partout des sociétés raisonnablement justes et équitables, capables d'assurer à leurs membres la protection minimum contre les hasards de la vie, la sécurité et d'offrir des repères suffisamment admis de tous pour former une véritable cohésion sociale. Un monde en train de détruire à petit feu la biosphère dont son avenir dépend. Un monde enfin qui peine à trouver des modes d'organisation et une gouvernance légitimes, donnant crédibilité aux gouvernants, fixant des limites aux rapports de force. Ce tableau, à peu près contemporain du Sommet de la terre de 1992, montre à l'envi que le développement durable ne peut se concevoir seulement dans une optique de protection de la nature mais qu'il doit

intégrer les modes de fonctionnement économiques, politiques et sociaux.

Dix ans après, Aurore Lalucq, alors stagiaire dans notre fondation, a fait le même exercice dans un climat plus proche de la mouvance de l'altermondialisme. Elle a ainsi recensé près de 250 « défis », ce qui a fait qu'à chaque repas, pendant que je travaillais à l'ébauche de ce livre, de jeunes amis de 14 et 15 ans me demandaient rituellement combien de ces défis j'avais relevés dans ma demi-journée ! Jolie question pour exprimer le sentiment d'écrasement et d'étouffement qui prend à la gorge quand on égrène ainsi en chapelet un si grand nombre de défis. La liste se situe dans une optique plus militante, pourrait-on dire, que la précédente, en ce sens que les énoncés sont à mi-chemin entre les effets et les causes et cherchent déjà des mécanismes explicatifs. Cette recherche est manifestement imprégnée de l'idée que la globalisation économique de ces dernières décennies constitue, sinon l'explication ultime, du moins une nouvelle donne. On voit apparaître dans la liste d'Aurore Lalucq trois grands paquets.

Le premier concerne la financiarisation du monde, une financiarisation largement déconnectée de l'activité réelle des sociétés mais avec des conséquences innombrables sur elles.

Le deuxième concerne les effets déstabilisants de la globalisation sur la gouvernance, la perte d'autonomie des États, qui ne parviennent plus à assurer leur rôle régulateur traditionnel, les firmes multinationales qui échappent à tout contrôle, l'effet déstabilisant de la globalisation sur les rapports entre pays inégalement développés lorsque la gouvernance mondiale ne vient pas équilibrer les rapports de force ; la déstructuration des sociétés, et notamment des sociétés anciennement industrialisées qui s'étaient construites après la Seconde Guerre mondiale, sur un équilibre entre le capital et le travail (ce que les économistes appellent le « compromis fordiste ») ; le mouvement de marchandisation généralisée du monde touchant jusqu'au savoir, à l'art et à la culture.

Le troisième paquet enfin, devenu un classique, concerne la dégradation de la biosphère, biodiversité, eau, sol, forêt, air, etc., sous l'impact de notre modèle de développement.

On pourrait multiplier à l'envi ce type de liste. Nous avons, par exemple, avec Françoise Feugas, de l'association Ritimo, établi le thesaurus, c'est-à-dire la liste de mots-clés caractéristiques du millier d'ateliers auto-organisés du Forum social mondial qui s'est tenu en janvier 2003 à Mumbai. Il ne se veut pas une liste des problèmes mais plutôt des engagements, des actions militantes citoyennes actuelles. On y retrouve à peu près les mêmes thèmes mais avec une coloration plus immédiatement politique, comme l'accent mis sur les impacts d'une gouvernance actuellement dominée par les grands intérêts des pays du Nord et des firmes multinationales (ajustements structurels, négociations de l'OMC, etc.), et une autre coloration tournée soit vers les revendications, comme l'équité entre femmes et hommes, soit vers les alternatives comme l'économie solidaire.

Ces formulations, ces listes, parce qu'elles sont issues de démarches et d'horizons différents, me paraissent donner une bonne vision de ce qui préoccupe l'humanité d'aujourd'hui, du moins dans les pays riches. Elles ont néanmoins deux limites qui, quoique apparemment contradictoires, se rejoignent finalement.

La première limite est celle de la formulation sectorielle des problèmes. *L'encyclopédie des problèmes mondiaux et du potentiel humain* l'analyse très bien dans les remarques qu'elle formule sur la liste : chaque institution, par sa vocation, son insertion sociale et politique ou ses préférences, a ses quelques problèmes favoris. Elle y consacre son énergie, avec l'hypothèse jamais formulée mais implicite que, si chacun s'attaquait dans son coin séparément à son problème, les vaches seraient bien gardées et le monde irait nécessairement mieux. On reconnaît là d'ailleurs une des dérives de la gouvernance mondiale au fil des années. Faute d'une pensée d'ensemble sur les régulations mondiales, faute aussi d'une volonté des États de construire un ordre mondial supranational du fait du tabou de l'atteinte à la souveraineté nationale, la communauté

internationale a multiplié les objectifs et les instances spécialisées, chacune en charge d'un objectif particulier. Ce n'est pas, hélas, le meilleur moyen de créer au bout du compte des régulations mondiales lisibles, efficaces et légitimes. La société civile, en particulier les organisations non gouvernementales (ONG), n'a pas des pratiques si différentes. Au nom d'une exigence de simplicité, condition affirmée de la mobilisation militante, au nom aussi, moins avoué, des contraintes que font peser sur beaucoup d'ONG leur dépendance à l'égard de financements extérieurs, chacune a, si l'on peut dire, sa niche de marché, ses priorités, son domaine d'expertise, son support politique et social. Malheureusement, ce qui est utile pour décrire les problèmes du monde n'est pas toujours très opérant pour dégager une vision et une stratégie de changement. J'ai toujours gardé en mémoire la formule choc de Philippe De Woot, professeur de management à l'université de Louvain en Belgique : « Quand une entreprise a listé ses vingt principaux problèmes, elle n'a rien fait ; quand elle a listé les cinq principaux, elle a pratiquement élaboré sa stratégie. » C'est une formule que je transpose volontiers à l'ensemble de la société.

À l'opposé de cet émiettement des objectifs et des politiques, on trouve les explications globalisantes, où tout est ramené à une cause première ou, si l'on veut, à une solution finale. Ma génération, devenue adulte en 1968, a, pendant un temps, adoré ces explications si globales et si satisfaisantes pour l'esprit qu'elles en devenaient tautologiques. Que de médecins de Molière pour expliquer doctement et sans discussion possible, en recourant à un jargon mélangeant philosophie, économie, sociologie et politique, que tout cela, c'était l'effet du capitalisme ! L'économiste Michel Beaud, qui peut difficilement être suspecté de libéralisme débridé, nous expliquait un jour, dans les années 1980, avec humour, que, jusqu'à l'accident de Tchernobyl, il n'aurait pas eu de mal à démontrer qu'une telle catastrophe nucléaire ne pouvait avoir lieu que dans un pays capitaliste où la santé des populations était sacrifiée sur l'autel du profit à court terme. La chute du mur de Berlin, l'analyse plus lucide des crimes du stalinisme, que les souvenirs

de l'alliance historique de l'Union soviétique et des puissances occidentales contre le nazisme avaient longtemps fait taire, le bilan désastreux de la Révolution culturelle chinoise, ont fait taire pour peu de temps les thuriféraires de l'explication finale et du grand soir. Mais pas pour longtemps. Une autre cause première était trouvée : la globalisation économique.

Je n'en mésestime pas l'importance et la relative nouveauté, même si le livre de Philippe Norel, *L'invention du marché, une histoire économique de la mondialisation*², vient opportunément rappeler tant l'ancienneté du commerce international (le taux d'ouverture des économies au commerce extérieur n'était pas en 1990 supérieur à ce qu'il était un siècle plus tôt, ce que la parenthèse du protectionnisme de l'entre-deux-guerres a fait oublier !), que la complexité des rapports qui se sont noués, au fil des siècles, entre États et marché, entre pouvoirs politiques et marchands. Je ne mésestime pas non plus, et j'aurai l'occasion d'y revenir, l'importance qu'ont revêtue historiquement l'unification et la dérégulation des marchés financiers, ce qu'il est convenu d'appeler la financiarisation du monde. D'ici à faire de la globalisation et de la financiarisation la source de tous nos maux, il y a un grand pas que je ne crois pas bon de franchir. D'autant plus que, de même qu'une litanie de problèmes ne fait pas une stratégie, l'identification d'une cause première porte en elle une vision simpliste de la stratégie : supprimons la cause première et soudain tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. C'était hier la révolution politique pour instaurer le communisme. C'est, aujourd'hui, prendre le contre-pied de la globalisation et de la financiarisation. Mais pour quoi faire ? Tout en appréciant la capacité de mobilisation d'Attac, l'espoir qu'a fait naître le rapide développement de l'association au niveau international, la sympathie personnelle que je porte à certains de ses animateurs, j'ai estimé dès le départ qu'il était erroné de construire cette mobilisation sur un mensonge, sur l'idée que la financiarisation et l'instabilité des monnaies

2. Philippe Norel, *L'invention du marché, une histoire économique de la mondialisation*, Seuil, 2004.

étaient la source de tous nos maux et que, dès lors, une taxation des flux financiers résoudrait l'essentiel des problèmes. Il a fallu aux dirigeants d'Attac quelques années pour reconnaître qu'il n'en était rien et pour déplacer l'enjeu de la taxation des flux de capitaux du terrain des profits spéculatifs, où, à mon sens, la taxe Tobin était à peu près inopérante, à celui, plus juste, de la recherche de bases solides pour une taxation mondiale au service du développement. Il n'empêche. J'ai encore rencontré hors de France des militants généreux convaincus, au vu de la réputation de sérieux des initiateurs d'Attac, de suivre des leaders qui détenaient des solutions simples, justes et efficaces pour le monde.

Ainsi, tant la litanie de problèmes ou de défis que les explications globales laissent entière la question de la vision et de la stratégie : vers où aller et comment y aller ?

2. Mondialisation et globalisation

Pour construire une nouvelle vision, et je sais que cela prendra du temps, il faut commencer par faire preuve de discernement : qu'est-ce qui est véritablement irréversible et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Qu'est-ce qui est de l'ordre d'une loi de nature et qu'est-ce qui relève de constructions humaines qui pourraient s'amender par d'autres constructions humaines ?

Qu'est-ce qui est irréversible et qu'est-ce qui ne l'est pas ? C'est toute la différence entre mondialisation et globalisation économique. L'instabilité de la terminologie, le fait qu'en anglais des phénomènes de nature très différente soient rangés sous le vocable de "*globalisation*", entretient le trouble dans les esprits.

La mondialisation irréversible

Pour moi, est de l'ordre de la mondialisation tout ce qui décrit les interdépendances entre les sociétés et entre l'humanité et la biosphère. Ces interdépendances, je les crois devenues irréversibles. À moins d'une gigantesque catastrophe, réduisant de manière brutale et considérable la population de la planète, l'humanité

tout entière participe aux relations avec la biosphère. Si ce n'est au sens politique et social, au moins au sens écologique, la planète est effectivement devenue un village. De sorte que le beau mot de solidarité, avant d'avoir un sens moral, a un sens physique : celui d'un ensemble où toutes les parties dépendent les unes des autres. C'est pourquoi j'ai souligné dans *La démocratie en miettes*, à propos de la conception de la gouvernance, que le monde est maintenant et de manière irréversible notre espace domestique. Les continents et les pays, les territoires, ne sont que des divisions de cet espace domestique. De même, je crois irréversible l'évolution des systèmes techniques et en particulier l'évolution des technologies de l'information et de la communication : quelles que soient les barrières politiques que l'on opposera à leur circulation, les informations et les images sont susceptibles à tout moment de circuler en un temps pratiquement nul d'une extrémité à l'autre de la planète, portant sur leurs ailes aussi bien les idées que les chiffres. Voilà pour l'irréversibilité.

La globalisation économique, fruit des circonstances

La globalisation économique, pour sa part, se fonde sur l'idée que le monde ne peut que progresser, au bénéfice de tous, dès lors que l'on abolit les obstacles à la libre circulation des marchandises et des services, dès lors que l'on transforme tout, y compris les biens immatériels, y compris la connaissance du vivant, les gènes, y compris la culture et l'art, en marchandises. Cette globalisation économique-là n'a rien d'irréversible.

Elle est très précisément située dans l'histoire et ses moteurs sont connus. L'idée qu'il est interdit d'opposer des obstacles à la circulation des marchandises et des services et que l'on peut en revanche, comme c'est le cas, élever des remparts de plus en plus hauts contre la circulation des personnes, pour éviter que les sociétés riches que nous sommes ne soient envahies par les damnés de la terre, n'a rien ni d'évident ni d'irréversible.

Les échanges internationaux n'ont rien de nouveau. Ils ont bien cinq mille ans, sinon plus. Ils ont été pratiqués par toutes les

sociétés organisées et en particulier par tous les empires. L'histoire, depuis le XVIII^e siècle, a été marquée par des alternances de protectionnisme et de libre-échange, chaque société, chaque pays, chaque empire adoptant sans barguigner la doctrine qui lui convenait en fonction de ses intérêts du moment. Les entreprises multinationales elles-mêmes remontent, pour l'Europe, à l'époque des grandes découvertes. Elles ont été souvent intimement liées aux intérêts des États mais ont su parfois conquérir des pouvoirs, des privilèges, voire des territoires entiers à faire pâlir d'envie nos firmes multinationales actuelles. L'interpénétration entre politiques publiques et firmes privées n'a cessé d'être intense. C'était déjà ainsi pour la Compagnie des Indes au XVIII^e siècle. La reconstruction du Japon ou le développement de la Corée après la guerre ont impliqué un partenariat étroit entre entreprises et pouvoirs publics. L'Europe et les États-Unis tentent de soutenir chacun leurs « champions » continentaux.

Même observation en ce qui concerne la circulation des capitaux. Elle avait, certes, d'autres formes au XIX^e siècle mais l'interrelation des marchés financiers, elle, n'est pas nouvelle.

Les étapes du mouvement actuel, si massif que nous le croyons unique dans l'histoire, sont suffisamment connues. Je me contenterai donc d'un bref rappel en quatre étapes : l'émergence après la Première Guerre mondiale de la superpuissance des États-Unis et son intérêt à libéraliser les marchés ; le rôle du protectionnisme européen entre les deux guerres, et en particulier après la crise de 1929, dans la montée des nationalismes et la préparation de la guerre de 1939-1945, ce qui a conduit à associer dans les esprits, après la guerre, souvent à juste titre, développement des échanges et construction de la paix ; la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc communiste qui laissent l'idéologie libérale sans rivale et constituent la justification *a posteriori* de la révolution conservatrice amorcée par Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Angleterre, en réaction au triomphe, après guerre, de la social-démocratie sous toutes ses formes dans le prolongement des idées de Keynes et de Lord Beveridge ; dans la foulée et toujours

à l'initiative des États-Unis, une nouvelle vague de libéralisation des échanges, concernant cette fois les services et le capital immatériel, cette libéralisation devenant vitale pour les États-Unis dont la prépondérance dans la production de biens manufacturés n'a fait que régresser depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, signe d'ailleurs évident de la capacité du système à redistribuer technologie et capitaux.

Il y a une illustration à laquelle je tiens tout particulièrement pour montrer le caractère profondément humain, je dirais presque conjoncturel, de certaines évolutions que nous tenons trop souvent, par commodité d'esprit et en lisant le passé à la lumière du présent, pour des évidences : c'est celle du marché unique européen. On entend dire très souvent que l'Europe s'est forgée autour d'une idéologie libérale, sacrifiant les autres aspects de la construction européenne sur l'autel de l'économie au point de prétendre que l'Europe s'est construite dans l'intérêt exclusif des grandes entreprises. C'est oublier un peu vite l'histoire. J'aime à citer à cet égard le très beau texte que Jean Monnet a écrit au Général de Gaulle à Alger en août 1943, donc en pleine guerre. Son raisonnement est simple : les alliés vont gagner la guerre puisque les États-Unis sont devenus, selon l'expression consacrée, l'« arsenal des démocraties ». Dès lors, dit en substance Jean Monnet, la seule question qui mérite d'être posée est de savoir comment, après avoir gagné la guerre, gagner la paix. Question brûlante s'il en est puisque les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont, après le traité de Versailles, perdu la paix qui a suivi. Jean Monnet passe alors en revue un certain nombre de scénarios pour l'avenir de l'Allemagne vaincue et il arrive à la conclusion qu'un seul est praticable : la construction de l'Europe. Celle-ci n'a donc jamais eu d'autre objectif, d'autre raison d'être que la paix. Et, de ce point de vue, que l'on pense ce que l'on voudra des faiblesses de la construction européenne, cette stratégie a été une totale réussite. La création, peu de temps après la guerre, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier reposait sur la même vision politique. Il ne s'agissait pas de créer un grand marché européen

mais de profiter de l'abaissement très provisoire des souverainetés et des nationalismes pour mettre en commun la gestion des deux produits qui, compte tenu des technologies de l'époque, étaient décisifs pour faire la guerre. Coup de génie absolu. Mais si l'on se souvient que, dans toutes les sociétés, de la Grèce antique à la Chine impériale, le premier objectif du politique a été le maintien de la paix, on comprendra que la construction de l'Europe a une visée fondamentalement, radicalement politique.

Quand, dans le contexte de l'émergence de la guerre froide, les États-Unis, de leur côté, poussaient à la construction européenne jusqu'à faire de la coopération européenne une des conditions du plan Marshall, l'objectif n'était évidemment pas de se constituer un concurrent économique ou de faciliter les importations américaines en Europe ; l'objectif était de constituer un bloc face à ce qui était considéré comme la menace soviétique. Et c'est pourquoi la construction européenne, à ses débuts, s'est faite non par l'abaissement rapide des barrières douanières mais par l'initiative de la Communauté européenne de défense (CED). Dans le contexte de la guerre froide, et pour éviter le retour de guerres fratricides entre nations, l'idée paraissait naturelle. Mais, bien entendu, compte tenu de l'importance des partis communistes ouest-européens de l'époque et de l'aura acquise et chèrement payée de son sang par l'Union soviétique dans sa lutte contre l'Allemagne nazie, mais aussi de l'opposition gaulliste pour des raisons évidemment différentes, cette Communauté européenne de défense si visiblement tournée contre l'Union soviétique a échoué politiquement en France. Cette situation a créé le désespoir des promoteurs de l'Europe. C'est alors que l'un d'eux, Paul-Henri Spaak, le grand homme d'État belge, a proposé à ses compères, puisque la construction politique de l'Europe venait de se briser contre un écueil, de prendre cette construction par un autre bout, celle de l'unification économique.

La globalisation économique émerge donc d'un certain nombre de circonstances historiques particulières, correspondant à des intérêts eux-mêmes particuliers. Cette globalisation est d'ailleurs

modélée en toute sérénité et en tout cynisme par les acteurs les plus puissants, comme le montre par exemple le fait que le commerce de l'énergie ait pu, jusqu'à présent, être placé en dehors de l'OMC et que les agricultures américaines et européennes aient continué à être gaillardement soutenues en vertu de principes de souveraineté que l'on refusait aux autres acteurs, moins puissants, de faire valoir.

Ce mouvement historique de globalisation a trouvé de puissants supports dans l'évolution des systèmes techniques eux-mêmes. Les débats ne seraient pas si âpres sur les droits de propriété intellectuelle si les évolutions techniques n'avaient fait des biens intellectuels une denrée plus stratégique que les facteurs matériels de production. La globalisation financière ne serait pas ce qu'elle est sans l'informatique.

De même, les marchés financiers et le poids des investisseurs institutionnels sur ces marchés ne seraient pas ce qu'ils sont sans la stagnation démographique de l'Occident, qui rend obsessionnelle la question du financement des retraites, concomitamment avec le besoin de capitaux en Asie, et sans la concentration des ressources pétrolières dans quelques pays appelés de ce fait à recycler les pétrodollars.

Il n'en reste pas moins que ces logiques techniques et sociales puissantes ne constituent en rien des faits de nature, des évolutions irréversibles. Je crois d'ailleurs possible et probable que, dans les décennies à venir, les échanges économiques se réorganisent au sein de blocs continentaux plutôt que dans un espace mondial indifférencié et qu'à la phase d'ouverture tous azimuts des économies sur le monde succède, comme au début du XX^e siècle, une phase de repli relatif.

3. Le détour par l'histoire longue

Si nous voulons nous doter d'une vision des mutations à conduire, une compréhension des phénomènes récents ne suffit pas. Il faut remonter très loin en arrière parce que nos idées, nos

concepts, nos doctrines et nos institutions se sont forgés sur des bases infiniment plus anciennes. Ce sont ces fondements mêmes qu'il faut revisiter. Si, comme je le crois, il est indispensable de repenser de fond en comble nos modes de production, de consommation et d'échange, il faut rebattre les cartes, déconstruire pour reconstruire. Il faut cesser de regarder l'histoire comme une sorte de voie royale qui nous mène du passé au présent puis au futur mais la considérer au contraire comme un cheminement sinueux, avec des effets de seuils, de basculement, de retournement, où des bifurcations se sont opérées en fonction de circonstances particulières.

C'est comme une excursion en montagne ou en forêt. Il faut, quand on arrive à une impasse, avoir la sagesse de revenir en arrière aux différentes croisées des chemins pour explorer une autre voie.

Sans tomber dans la philosophie de bazar, je crois que l'humanité, participant à cette aventure formidable du développement de la vie sur terre, composante à part entière de l'évolution de la biosphère, est passée par une succession de stades correspondant à des niveaux de complexité croissants. Cette complexité a marqué les relations entre les êtres humains et la nature. Il y a eu le passage du stade de chasseur-cueilleur au stade d'agriculteur, avec la révolution néolithique. Puis le passage à un troisième stade, d'emprise forte sur la nature avec la révolution industrielle. Et l'on aboutit maintenant à un quatrième stade, ô combien périlleux, de la manipulation du vivant.

À cette évolution de la complexité des relations entre l'humanité et la biosphère, s'est ajoutée la complexité de l'organisation des sociétés, allant de bandes éparses et autarciques de chasseurs-cueilleurs à l'organisation des villes, des empires, des États et de la communauté internationale telle que nous la connaissons aujourd'hui.

À ces différentes étapes ont correspondu des idées, des doctrines et des institutions. Les unes et les autres ont, à leur tour, leur vie propre et leur rythme d'évolution. À oublier les conditions

de leur naissance on risque de les sacrifier et d'abdiquer ainsi du devoir de penser notre destinée. On risque, en un mot, de confondre les fins et les moyens. C'est ainsi que, par une étrange ruse de l'histoire, la science et la technique d'un côté, le marché et l'économie de l'autre, créations éminemment humaines, développées pour permettre à l'humanité de maîtriser son destin, semblent s'être progressivement échappées de nos mains, comme le balai de l'apprenti sorcier, pour mener leur vie propre, se développer selon leur propre logique sans que nous soyons capables d'en infléchir le cours. Illusion d'optique, mais illusion d'optique dramatique car elle finit par abolir notre volonté même de réagir.

L'échelle de temps qui nous intéresse pour comprendre comment nos doctrines et nos institutions se sont constituées n'est pas la décennie ou le siècle mais plutôt le millénaire. Ce n'est pas l'histoire des événements politiques qui nous intéresse, mais l'histoire de la philosophie, des concepts et doctrines, des systèmes techniques.

Deux bifurcations apparaissent dans le Moyen Âge occidental qui vont jouer un rôle si fondamental dans la suite de l'histoire universelle qu'elles méritent qu'on s'y arrête un instant. La première a trait aux rapports avec la nature, la seconde aux rapports de nos sociétés avec l'accumulation de biens matériels.

La première bifurcation majeure du Moyen Âge est le passage de la nature maîtrisée à la nature méprisée. L'histoire multimillénaire des rapports entre l'homme et la nature à travers les différentes civilisations a été magistralement réunie et synthétisée par l'historien africain Joseph Ki-Zerbo, qui a, avec Marie-Josèphe Beaud-Gambier, coordonné le livre *Compagnons du soleil*³, anthologie des textes les plus marquants de cette relation.

Il montre que, dans toutes les civilisations, la vision des rapports entre homme et nature a eu deux faces : d'un côté, l'homme fait partie de la nature au même titre que le reste du règne vivant et s'inscrit pleinement dans ses lois, doit participer à son harmonie. De l'autre, l'homme utilise la nature à ses propres fins et se

3. Joseph Ki-Zerbo, Marie-Josèphe Beaud-Gambier, *Compagnons du soleil*, La Découverte/Unesco, 1992.

distingue précisément par sa capacité à mettre forces naturelles, plantes et animaux, à son service.

La singularité de la société occidentale à partir du XIII^e siècle n'est donc pas de s'être perçue comme extérieure à la nature mais plutôt d'avoir fait de cette perception la dimension exclusive de sa relation avec elle. C'est ce qu'il est convenu d'appeler « le programme de Roger Bacon et de René Descartes ». Ce programme a été maintes fois exposé. Je me bornerai à suivre ici le remarquable chapitre de Dominique Bourg dans *Le nouvel âge de l'écologie*⁴, intitulé très justement : « De la nature maîtrisée à la nature méprisée ». L'histoire commence au XII^e siècle avec la passion croissante pour le développement et l'usage systématique des techniques. Elle se poursuit au XIII^e siècle avec l'affirmation par Roger Bacon « de la possibilité d'inventer une infinité de machines nouvelles et par le rêve moderne d'une maîtrise technique de la nature fondée sur les lois qui la régissent ». Elle trouve son apogée avec l'utopie de la nouvelle Atlantide de Francis Bacon au début du XVII^e siècle, avec sa vision, confondante de modernité, des merveilles que promettent à l'Homme la maîtrise des lois de la nature et « la croyance selon laquelle la quasi-toute-puissance des sciences et des techniques allait produire le bonheur universel ». René Descartes, dans les *Principes de la philosophie*, achève cette œuvre d'asservissement philosophique de la nature à l'homme en affirmant qu'il n'y a « aucune différence entre les machines que font les artisans et les divers corps que seule la nature compose » et en concluant par l'ambition humaine de maîtrise universelle. « Nous sommes, selon la célèbre formule du *Discours de la méthode*, promis à devenir comme maîtres et protecteurs de la nature ». Cette vision à la fois immodeste pour l'homme et, plus encore, réductrice pour les mécanismes de fonctionnement de la biosphère, quand on pense à la complexité du fonctionnement d'une seule cellule, a servi de fond de tableau tant à l'exaltation du développement des

4. Dominique Bourg, *Le nouvel âge de l'écologie*, Éd. Charles Léopold Mayer/Éd. Descartes & Cie, 2003.

connaissances scientifiques qu'au développement de techniques, où la mécanique et la chimie étaient les symboles mêmes de la maîtrise humaine. Nous en voyons, encore actuellement, les conséquences, par exemple dans le domaine de l'agriculture, avec la difficulté à inscrire les activités humaines dans le fonctionnement global de la biosphère.

La seconde bifurcation majeure concerne la place accordée à l'accumulation de richesses dans le fonctionnement des sociétés

En ce qui concerne l'économie et le marché, il faut remonter à peu près à la même époque et au même climat intellectuel de la révolution du Moyen Âge, pour y voir clair. Jacques Le Goff, dans son remarquable *Héros du Moyen Âge, le Saint et le Roi*⁵, montre comment, au XIII^e siècle, au sein de la chrétienté, un intérêt nouveau se manifeste pour la vie terrestre qui cesse d'être perçue comme une sorte de purgatoire dans la perspective de la vraie vie de l'au-delà. La révolution économique et technique du XII^e siècle a commencé à développer l'économie monétaire. C'est cette société terrestre qu'il faut administrer.

Albert O. Hirschman a magistralement montré, dans son livre *Les passions et les intérêts*⁶, comment la réflexion des moralistes du Moyen Âge et de la Renaissance a fini par justifier puis glorifier l'accumulation des biens matériels. Le raisonnement de ces moralistes, que Hirschman qualifie de pragmatiques ou de réalistes, est simple. Nos sociétés sont menacées par les passions humaines. Suivant saint Augustin, les moralistes de l'époque distinguent trois passions potentiellement destructrices de la société : la passion du pouvoir, de la domination des autres ; la passion du désir charnel ; la passion de la possession. Les moralistes pragmatiques renoncent à fonder la société sur la répression de toutes ces passions à la fois. Ce qui est possible dans la cité céleste ne leur paraît pas possible dans la cité terrestre. Dans ces conditions, il faut faire la part du feu, laisser se développer librement la passion la moins destruc-

5. Jacques Le Goff, *Héros du Moyen Âge, le Saint et le Roi*, Gallimard, 2004.

6. Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts*, PUF, 2001.

trice des trois : la passion de la possession. Dans la dialectique éternelle de l'être et de l'avoir, ce programme moralisateur ouvre la voie à la passion de l'avoir puis, progressivement, quand on songe à notre société contemporaine, à une étape où l'avoir devient la condition même de l'être. Cette libération de la passion de posséder se trouvera ensuite théorisée au moment de la réforme protestante, la réussite des affaires étant la récompense de la vertu.

Cette association de la vertu et de l'accumulation est constitutive de ce que François Ost, dans son livre magnifique *Raconter la loi*⁷, appelle le « dilemme puritain ». « Un dilemme que le pasteur John Wesley, fondateur du méthodisme (mouvement qui prône un retour aux sources du calvinisme), exprimait de façon parfaitement claire peu de temps après Defoe [l'auteur de Robinson Crusoé] dans les termes suivants : “Je crains que partout où les richesses ont augmenté le principe de la religion n'ait diminué en proportion [...]. Car nécessairement la religion doit produire industrie et frugalité et celles-ci, à leur tour, engendrent la richesse. Et lorsque la richesse s'accroît, s'accroissent de même orgueil, emportement et amour du monde sous toutes ses formes”. »

Au stade où nous en sommes arrivés, où, du fait de nos interdépendances, l'humanité n'est plus un concept philosophique ni même seulement un concept juridique, mais une réalité sociale immédiate, il faut revenir à la bifurcation du Moyen Âge, nous demander si la passion de l'accumulation n'est pas plus destructrice encore que les deux autres ; revenir à la question proprement anthropologique de la maîtrise des passions et de la violence qui sont en nous. C'est cette même question que traite sur un autre plan Patrick Viveret dans son essai *Démocratie, passion et frontières*⁸ et qu'il a reprise récemment dans le livre *Reconsidérer la richesse*⁹. Je le cite : « C'est la violence interhumaine qui est à

7. François Ost, *Raconter la loi, aux sources de l'imaginaire juridique*, Odile Jacob, 2004.

8. Patrick Viveret, *Démocratie, passions et frontières*, Éd. Charles Léopold Mayer, 1999.

9. Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Éd. de l'Aube, 2008.

l'origine de toutes les inventions destinées à construire des espaces pacifiés même lorsque les humains ne s'aiment pas [...]. Les effets de la mondialisation couplés avec ceux de la mutation informationnelle et de la révolution du vivant nous conduisent à réexaminer radicalement le statut de ces ruses pacificatrices. Car la pacification produite par le religieux, l'économique et le politique reste une pacification intérieure rendue possible par déversement de l'agressivité sur l'extérieur : l'infidèle ou l'hérétique (le religieux) ; l'étranger ou le barbare (le politique) ; le concurrent devenu adversaire à éliminer ou à soumettre (l'économique).

Dès lors que la question devient celle de l'humanité dans son ensemble, confrontée à la préservation de sa planète, il faut se rendre à l'évidence : cette pacification au rabais, cette manière de civiliser l'intérieur en exportant la violence sur la barbarie extérieure ne peut plus fonctionner. L'humanité n'est réellement menacée que par elle-même. Sa principale question est celle de sa barbarie intérieure, son rapport dégradé avec son environnement naturel étant lui-même en grande partie le résultat de son propre manque de sagesse. »

On voit poindre une question qui sera reprise et développée par la suite : au stade d'accumulation, d'interdépendance, d'impact sur la biosphère auquel nous sommes parvenus, il n'est plus possible de séparer la vision de l'économie de celle de la gouvernance et plus largement de la conception de la société tout entière. Au sens propre du terme, et à rebours de l'évolution de ces dernières décennies, l'économie n'existe pas. N'existe que l'économie politique.

Cette manière de revisiter l'histoire, de reconsidérer les fondements de nos pseudo-évidences va être le fil directeur de ma réflexion et s'appliquera à toutes les composantes de l'économie. Nous sommes nombreux à partager ce souci de (re)mettre les moyens à leur place. Ainsi l'économiste belge Bernard Lietaer¹⁰, promoteur des monnaies régionales, constate à propos de la

10. Bernard Lietaer, contribution au chantier « Monnaie » de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (www.alliance21.org).

monnaie : « L'argent, c'est nous qui l'avons créé et maintenant c'est lui qui nous porte partout à travers le monde [...]. Il est temps d'imaginer vers où nous voulons nous diriger et si c'est vers le durable et le communautaire, nous devons absolument changer le système monétaire dans ce sens. » Mais, comme le fait observer une autre économiste brésilienne, promotrice en Argentine des monnaies complémentaires, Heloisa Primavera¹¹ : « Si le chemin est plein d'embûches, c'est que le paradigme actuel ne nous laisse pas entrevoir d'autres possibles. » Cette impossibilité d'entrevoir d'autres possibles, de déconstruire de fausses évidences, est le fondement même de la perpétuation de la crise.

Il me revient en mémoire à ce sujet une anecdote de l'époque où, au sein du ministère de l'Équipement, j'étais ingénieur d'arrondissement à Valenciennes, dans le nord de la France. Je m'occupais des voies navigables et, devant la formidable crise industrielle que connaissait cet arrondissement, j'étais à la recherche de nouvelles pistes de développement économique. J'en avais avancé une, dont je ne me souviens plus le détail, que j'avais soumise à la chambre de commerce et d'industrie de Valenciennes. Elle m'avait répondu : « Si c'était faisable et rentable, d'autres l'auraient déjà fait ! » Cette idée soit que les choses sont ce qu'elles sont parce qu'elles le sont de toute éternité, comme l'était au XIX^e siècle l'« ordre éternel des champs » dont on sait ce qu'il en est advenu, soit que tout ce qu'il a été possible de créer a déjà été créé constitue le plus formidable obstacle à l'émergence de véritables alternatives.

Dans le livre *L'État au cœur*¹², André Talmant et moi-même racontons, dans le domaine de la gestion publique, l'importance de garder mémoire des conditions, toujours précises et circonstanciées, dans lesquelles une règle a été édictée, car c'est cette contextualisation qui lui confère sa relativité. Dès lors que la mémoire de sa naissance s'efface, la règle devient absolue.

11. Heloisa Primavera, contribution au chantier « Monnaie » de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire (www.alliance21.org).

12. André Talmant, Pierre Calame, *L'État au cœur*, Desclée de Brouwer, 1997.

L'enfreindre ne relève plus de la nécessité de s'adapter à de nouvelles circonstances mais du tabou. Heidegger disait : « Le plus difficile dans la vie est de voir ses lunettes car c'est à travers ces lunettes que nous regardons le monde. » Le scientisme et l'économisme actuel sont constitutifs de ces lunettes qu'il faut apprendre à regarder.

Pourquoi notre vision des fondements de l'économie a-t-elle si peu évolué en deux siècles ? Les sciences, elles, ont connu depuis ce temps plusieurs révolutions. Mais pas l'économie. Selon moi, et je m'en expliquerai plus longuement par la suite, c'est parce que l'économie est moins une science qu'une idéologie, une doctrine et des institutions. Comme l'État, elle a donné naissance non seulement à des disciplines universitaires, qui par nature résistent au changement, mais plus encore à des institutions, des entreprises, des banques, qui ont leurs propres intérêts investis dans l'état actuel des choses et contribuent par nature, si je puis m'exprimer ainsi, à rigidifier la doctrine en l'intégrant dans les soubassements de constructions qui ont elles-mêmes vocation à durer. Ce mécanisme de rigidification de ce que j'appellerai plus loin les agencements institutionnels me paraît assez bien rendre compte des raisons pour lesquelles les idées évoluent si lentement quand il s'agit de la société elle-même. L'économie actuelle est probablement à ranger sur l'étagère des idéologies plus que sur l'étagère des sciences, comme le montre d'ailleurs, depuis quelques décennies, la subordination des études empiriques à des élaborations formelles, voire formalistes. Dans ces conditions, le réexamen des fondements doctrinaux est ce qui fait le plus souvent défaut.

Les agencements institutionnels, comme les doctrines, résistent, bien au-delà du moment où ils avaient tout leur sens. Ce qui explique les décalages déjà soulignés entre les faits, les concepts et les institutions. En effet, le système cohérent qui s'est mis en place dans un contexte donné fait que les différents éléments s'arc-boutent les uns aux autres : l'éducation, les disciplines universitaires, les corps de règles, les systèmes de mesure, les modes de négociation.

Dans une Chine qui constitue, à l'heure actuelle, l'extrême pointe de ce qu'on appelait autrefois la modernité, « le totalitarisme technique s'est substitué au totalitarisme politique », pour reprendre l'expression d'un historien chinois participant au mois d'avril 2004 à un forum sur la gouvernance. C'est le fruit du mariage d'une tradition impériale du pouvoir relookée par le régime communiste et de la tradition du siècle des lumières qui place les sciences et les techniques au-dessus des lois. Mon ami Chen Yue Guang, secrétaire général de la Fondation pour le progrès de la jeunesse chinoise, me rapportait au printemps 2004 ses conversations avec un ancien vice-Premier ministre chinois octogénaire qui lui disait qu'il était en permanence obsédé par trois questions :

- Qu'est-ce que cela signifie d'être un homme ?
- Quel peut être le rôle des intellectuels dans la période actuelle ?
- Quel système adopter pour la Chine ?

Si l'on remplace « Chine » par « monde », ses obsessions sont aussi les miennes. Qu'est-ce qu'être un homme quand l'humanité est à construire, quand il faut inventer d'autres modalités que la violence extérieure et la passion de l'accumulation pour satisfaire nos passions et notre violence intérieure ?

Qu'est-ce qu'être un homme en effet si ce n'est refuser que des œuvres éminemment humaines comme la science et le marché soient le nouveau nom du destin ? Qu'est-ce qu'être un homme sinon s'allier à d'autres pour se mettre à l'échelle des défis ?

Quel est le rôle des intellectuels ? Sinon de mobiliser ce que nous avons appris de la vie, de la réflexion, des livres et de ce formidable réservoir de savoirs et d'expériences que recèle l'humanité pour oser sortir des sentiers battus sans jamais renoncer à la rigueur et à l'ascèse de l'interprétation des faits, toujours ambivalents, souvent contradictoires et qui nous interdisent les simplifications illusives.

Quel système adopter pour le monde ? Si ce n'est, à partir des impasses actuelles, de recomposer des perspectives ?

Ce travail, cette construction d'une vision doit parler simultanément à l'esprit et à l'âme. C'est une de ses difficultés. Les

constructions symboliques ont autant d'importance que les faits concrets car elles leur donnent leur sens. Jacques Le Goff, à propos du XIII^e siècle, montre le rôle des *exempla*, popularisés par les prédicateurs. Les *exempla*, ces petites histoires, probablement inventées pour la plupart, qui mettent dans la bouche des héros du temps, par exemple de Saint Louis, des paroles, et qui mettent en scène des situations. Elles permettent de transmettre une vision du monde et un message. Dans la France de la III^e République, à un moindre titre dans la IV^e République de mon enfance, de telles histoires édifiantes jouaient un rôle dans la construction du sentiment national. Il est certain que nous aurons, au fil des décennies à venir, à élaborer à propos de la construction de la communauté mondiale, autour de l'idée que l'interdépendance avec la nature et entre les hommes nous donne des devoirs, de tels *exempla*.

Pour reconstruire progressivement un système cohérent avec l'état actuel du monde, il faut se livrer à un jeu de déconstruction-reconstruction des différents éléments du système actuel. J'en prendrai quatre exemples en ne faisant ici que les effleurer pour les approfondir par la suite.

D'abord celui de l'entreprise. Nous voyons bien, sous nos yeux, comment le concept a évolué depuis une cinquantaine d'années. On est passé progressivement de grands systèmes intégrés, où l'entreprise captait la valeur ajoutée en intégrant son amont et son aval, à un système en réseau où, d'un côté, l'entreprise fait appel à des services extérieurs de cabinets-conseils, de maintenance, d'informatique, de laboratoires de recherche, de chasseurs de têtes pour pourvoir au recrutement, de cabinets de placement pour faciliter les plans sociaux et où, de l'autre, elle décentralise l'essentiel de la production matérielle sur une myriade de sous-traitants. On a même pu parler d'« entreprises vides » au sens où certaines en viennent à ressembler à des cabinets d'organisation. Est-on encore en face d'entreprises au sens classique du terme ou d'un système interconnecté de production en réseau ? Est-ce encore une entité, un corps social avec son identité forte, ou bien cette identité se

résume-t-elle à une crédibilité, une marque, une technostructure commerciale et financière ? Les solidarités de travail s'organisent-elles autour de l'entreprise ou autour de tribus professionnelles ?

Deuxième exemple, la monnaie. Traditionnellement, la monnaie remplit trois fonctions : moyen de paiement, unité de compte et réserve de valeur. L'évolution des systèmes techniques ne conduit-elle pas à une séparation de ces fonctions, chacune d'entre elles étant appelée dans un avenir plus ou moins proche à être exercée selon des modalités particulières, au moment même où la frontière entre monnaie, prérogative traditionnelle de la puissance publique, et finance, domaine traditionnel de l'activité privée, s'estompe jusqu'à disparaître ?

Troisième exemple, les biens et services. Nous avons pris l'habitude de distinguer d'un côté les services publics, relevant le plus souvent des pouvoirs publics, et les services aux personnes ou les biens à usage personnel, relevant plutôt du secteur privé. Mais ne faut-il pas regarder aujourd'hui les choses de manière toute différente, selon une autre typologie, celle des « catégories de biens et services » en distinguant quatre : les biens et services qui se détruisent en se partageant ; ceux qui se divisent en se partageant mais doivent peu à la créativité humaine ; ceux qui se divisent en se partageant et doivent essentiellement à la créativité humaine ; ceux, enfin, qui se multiplient en se partageant ? Chacune de ces catégories relève, selon moi, de logiques très différentes de production et de distribution.

Dernier exemple enfin, le capital. Si, comme je le pense, nous allons, pour réduire au maximum les flux de matières, vers ce que certains appellent une « société d'utilisation » (*functional economy*), c'est-à-dire vers un agencement institutionnel très différent de celui qui existe actuellement, la distinction entre capital public, lié aux infrastructures, et capital privé, lié aux activités de production, correspond-elle encore à la réalité ?

Ne rien prendre pour acquis. Être attentif à ce qui bouge, émerge, s'invente, voilà donc le mot d'ordre.

4. À chaque époque ses acteurs pivots

À chaque époque de son histoire, une société peut se décrire comme un système bio-socio-technique, la combinaison plus ou moins harmonieuse ou plus ou moins dissonante de trois sous-systèmes.

Le premier, le système bio-écologique, décrit les relations entre la société et le reste de la biosphère, l'ampleur et la nature des prélèvements sur la biosphère, l'ampleur et la nature des rejets, bref, le mode d'insertion des activités humaines dans les écosystèmes. De la qualité de cette insertion dépend, comme nous le rappelle l'histoire, la survie à long terme d'une civilisation.

Le deuxième, le système socio-économique, décrit l'organisation de la société, sa culture, ses valeurs, sa conception du monde, ses institutions, son organisation politique et sociale, la constitution en son sein d'acteurs collectifs et ce que j'ai appelé ses « agencements institutionnels », les modes de vie, de production, de consommation et d'échange. Dans ce système socio-économique, on appelle gouvernance l'ensemble des régulations mises en place par la société pour maintenir la paix, la cohésion sociale, canaliser les passions, organiser la vie collective, se développer.

Le troisième sous-système, le système technique, décrit l'ensemble des techniques mises en œuvre dans une société ; j'ai pris le parti de qualifier et d'isoler ce système. De le qualifier de système, suivant en cela Bertrand Gille¹³, Thierry Gaudin et bien d'autres, pour rappeler que les techniques ne sont pas indépendantes les unes des autres mais que leur combinaison forme, précisément, un système. De l'isoler en le distinguant du système socio-économique, pour marquer d'abord son importance ensuite sa relative autonomie, car il a, je crois, une dynamique propre.

Les interrelations entre ces trois sous-systèmes sont multiformes. En particulier, l'économie influence le système technique et est

13. Bertrand Gille, *Histoire des techniques*, collection « La Pléiade », Gallimard, 1975.

influencée par lui, le système technique influence le système bio-écologique et est influencé par lui.

La thèse que je retiens d'un survol de l'histoire et que je voudrais évoquer ici car elle est déterminante pour la suite est que, à chaque étape et en fonction de l'évolution de son système technique, une société se caractérise par des agencements institutionnels particuliers, au sein desquels émergent ce que j'appelle un « acteur pivot ». Cet acteur n'est pas nécessairement le plus puissant ou le plus visible mais c'est autour de lui que s'organise le système.

Pourquoi cet intérêt pour les agencements institutionnels et les acteurs pivots ? Parce que je ne vois pas l'économie comme une série de règles abstraites s'appliquant à des « agents économiques » – producteurs, consommateurs, épargnants... – interchangeables et anonymes mais comme un ensemble de procédures et de règles aboutissant à des agencements institutionnels particuliers et à des modes de relation au sein de ces agencements. Dès lors, l'évolution historique de ces agencements est essentielle à comprendre.

Dans les travaux sur les systèmes techniques, on caractérise chaque époque par le temps, la distance, l'énergie et l'information. Le temps, c'est-à-dire les unités de temps minimum et maximum que l'on maîtrise ; la distance, c'est-à-dire le niveau de détail dans lequel on peut entrer pour comprendre la matière et agir sur elle ; l'énergie, c'est-à-dire les sources d'énergie ; l'information c'est-à-dire les capacités de transfert et de traitement de l'information. Nous sommes entrés dans une époque où le temps est celui des vibrations atomiques ; où les distances vont de l'interatomique avec les nanotechnologies à l'intersidéral de la conquête spatiale ; où l'énergie est celle de la fusion nucléaire ; où la révolution de l'information permet le transfert et le traitement en temps réel de masses gigantesques d'informations.

Je ne crois pas qu'à chaque état du système technique corresponde un modèle d'agencement institutionnel et un seul. Chaque société, chaque civilisation a son propre itinéraire. À titre d'illustration, Robert Boyer, dans son texte *Le politique à l'ère de la*

*mondialisation et de la finance*¹⁴, distingue, au sein des pays déjà industrialisés, pour la période de croissance industrielle massive que l'on a appelée celle du « compromis fordiste » où la question centrale a été le partage des fruits de la croissance entre capital et travail, quatre grands agencements institutionnels, ce qu'il appelle les quatre grands modes de régulation.

La première, la régulation marchande, est typique des États-Unis : la logique marchande est le principe organisateur de la quasi-totalité des formes institutionnelles.

La deuxième, la régulation corporatiste, est typique du capitalisme japonais : elle est dominée par de grandes entreprises qui organisent en leur propre sein la mobilité du capital, des compétences et des salariés.

La troisième, la régulation publique, est typique de la France : le circuit économique est largement façonné par les interventions publiques.

La quatrième enfin, la régulation sociale-démocrate, est typique des pays scandinaves et à un moindre degré de l'Allemagne ; le système est fondé sur la négociation, entre partenaires sociaux, patronat et syndicats, de règles qui régissent pour une large part la société et l'économie.

Ces distinctions sont essentielles pour éviter de tomber dans une sorte de déterminisme atemporel et aculturel des systèmes techniques, économiques, écologiques, sociaux et politiques. Il n'en demeure pas moins que, dans les quatre cas de régulation du XX^e siècle, la grande entreprise apparaît comme un acteur pivot. C'est autour d'elle, qu'elle soit publique ou privée, que se structurent les agencements institutionnels. Elle organise, dans le cadre du système technique de son temps, la mobilisation simultanée des facteurs de production matérielle, à base mécanique et chimique, et de grandes quantités de main-d'œuvre nécessaires pour produire des économies d'échelle. Elle appelle en retour une unification des marchés pour s'assurer des débouchés suffisants. D'où le rôle

14. Robert Boyer, *La politique à l'ère de la mondialisation et de la finance : le point sur quelques recherches régulationnistes*, Cepremap-Germe, papier n° 9820, 1998.

régulateur de l'État et les compromis sociaux et politiques nécessaires pour éviter que la puissance née d'une telle concentration de main-d'œuvre ne se transforme en révolution sociale.

Au cours des cinquante dernières années, la société transnationale, la *Transnational Corporation* – TNC, mérite pleinement ce titre de pivot au sens où, quoique représentant une fraction minime de l'activité économique totale, sa capacité à organiser le jeu des autres acteurs autour d'elle est considérable, ce qui explique qu'elle attire, en bien comme en mal, tous les regards.

À l'appui de cette conviction, je vais suivre très largement les données compilées par Martin Wolf, grand prédicateur de la globalisation économique, chef du service économique du *Financial Times* et auteur d'un livre de combat contre les militants « anti-globalisation », *Why Globalization Works*¹⁵.

Les entreprises conçues pour agir hors du territoire national ne sont pas nouvelles. Les Compagnies des Indes orientales, au XVIII^e siècle disposaient même d'armées privées, administraient des territoires entiers, jouissaient de monopoles et de privilèges sans commune mesure avec les sociétés multinationales d'aujourd'hui.

À l'exception, sans doute provisoire, de Microsoft, aucune entreprise transnationale ne détient non plus de position de monopole comparable à celles dont pouvaient jouir, il y a quelques décennies, de grandes entreprises au sein des espaces économiques nationaux. Même si des ententes sont possibles entre un petit nombre d'entreprises mondiales dominant un marché, elles restent en concurrence entre elles.

Prenons les quinze entreprises qui ont la plus grande valeur ajoutée en 2000 selon les calculs de la Commission des Nations unies pour l'environnement et le développement (Cnuced) : Exxon Mobil, General Motors, Ford, Daimler Chrysler, General Electric, Toyota, Royal Dutch Shell, Siemens, Wal Mart, Volkswagen, Hitachi, Total Fina Elf et Verizon Communication (active dans la téléphonie mobile). Dans le pétrole, la construction

15. Martin Wolf, *Why Globalization Works*, Yale University Press, 2004.

automobile, la grande distribution, la construction électrique ou la téléphonie, aucune ne dispose d'une maîtrise absolue du marché.

Disposent-elles néanmoins de positions suffisamment dominantes pour s'assurer une suprématie durable, croître plus vite que les autres ou s'assurer des profits exorbitants ? Là encore, les chiffres tendent à prouver que non. Je me souviens de la place d'IBM il y a quarante ans. C'était, à nos yeux, l'exemple même du futur monopole mondial avec une « barrière à l'entrée », dans le big business de l'informatique, telle qu'elle disqualifierait d'avance tout compétiteur éventuel. On sait ce qu'il en est advenu. IBM n'a pas vu à temps le rôle des systèmes d'exploitation et la rente qu'ils assuraient et n'a pas cru à la montée en puissance du micro-ordinateur. Elle est tombée de son piédestal.

Le magazine *Fortune* tient le palmarès annuel des dix, vingt, cinquante plus grandes entreprises. En six ans, trois des dix plus grandes, vingt-neuf des cinquante plus grandes ont perdu, si je puis dire, des étoiles au guide Michelin (M. Wolf, page 226).

Ont-elles au moins, ces étoiles géantes, consolidé leur position dans le monde depuis les années 1980 et notamment au cours des années 1990, qui ont vu régner sans partage l'idéologie libérale et ont connu un mouvement général d'ouverture des marchés ? Pas vraiment.

Selon le magazine *Forbes* (M. Wolf, page 225), la part des cinquante plus grandes entreprises dans l'OCDE, qu'elle soit mesurée en nombre de personnes employées, en masse salariale ou en profit, a légèrement baissé depuis 1994.

Enfin, représentent-elles, ces cinquante plus grandes compagnies, une part significative de l'emploi dans le monde ? 0,2 % de l'emploi salarié mondial, 1,6 % de l'emploi salarié de l'OCDE : le *big brother* de la société transnationale n'est pas encore pour demain.

Alors, un mythe, la société transnationale ? Un épouvantail inventé par les altermondialistes pour faire peur aux petits enfants ? Non, bien sûr. D'abord en raison de la taille unitaire de ces sociétés. Sarah Anderson et John Cavanagh, de l'Institute for Policy

Studies de Washington, ont publié en décembre 2000 un chiffre qui a fait le tour du monde : « Cinquante et une des cent plus grandes économies mondiales sont des entreprises et quarante-neuf seulement des États. »

L'importance de l'entreprise était, dans leur calcul, mesurée par le chiffre d'affaires. Martin Wolf critique cette mesure, estimant que la valeur ajoutée est une mesure plus juste de l'entreprise et plus comparable au produit national brut utilisé pour mesurer l'importance des États. Suivons-le dans son raisonnement. Il en conclut, à partir des calculs des deux économistes belges Paul De Grauwe et Filip Camerman¹⁶, que « seulement » deux des cinquante plus grandes économies mondiales et trente-sept des cent plus grandes étaient des sociétés transnationales, les autres étant des États. Cela fait quand même un joli paquet !

À cela s'ajoutent deux considérations. La première est que les territoires sont immobiles tandis que les entreprises sont en partie mobiles et disposent donc, dans le dialogue entre État et entreprises, de marges de manœuvre supérieures. La seconde est qu'un État, à l'exception de la Chine où l'investissement est assuré grâce à l'épargne intérieure qui représente 40 % du produit national brut, dispose pour agir de son budget et non de la totalité de l'économie du pays. Ce budget, notamment dans les pays en développement qui ont du mal à lever l'impôt, représente rarement plus de 20 % du produit national brut et il est massivement absorbé par des dépenses de fonctionnement répétitives, de sorte que les marges de manœuvre réelles d'un pays se mesurent quantitativement en quelques pour cent, peut-être 1 à 2 %, du produit national brut. Dans l'entreprise, au contraire, le revenu brut d'exploitation (RBE) représente en gros, selon les compilations de Thomas Piketty¹⁷, un tiers de la valeur ajoutée et cela, de manière étonnamment stable sur les soixante-quinze dernières années. Ce revenu brut d'exploitation ne constitue évidemment pas une

16. Paul De Grauwe, Filip Camerman, *How big are the big multinational companies*, De Grauwe, 2003.

17. Thomas Piketty, *L'économie des inégalités*, La Découverte, 2001.

manne intégralement disponible aux mains du chef d'entreprise pour agir là où il veut et comme il le veut. Il faut là-dessus payer l'impôt, les intérêts des emprunts, servir des dividendes aux actionnaires, prévoir le remplacement du matériel. Mais cela donne un bon ordre de grandeur des marges de manœuvre, en gros, dix fois supérieures à celles d'États de taille comparable.

Martin Wolf fait observer, ce dont on se serait quand même douté, que l'économie américaine représente cent cinquante-six fois la taille de la plus grande entreprise mondiale et l'économie anglaise vingt-trois fois. Mais, si mon ordre de grandeur est exact, le rapport des marges de manœuvre des États et des plus grandes entreprises tombe à 15,6 fois pour l'économie américaine et 2,3 fois pour l'économie anglaise. Cela ne suffit pas à faire des sociétés transnationales des « puissances territoriales » au sens traditionnel du terme mais cela en fait, assurément, des acteurs décisifs dotés de la capacité de mener le bal. C'est la définition de l'acteur pivot.

Cette capacité d'action se trouve renforcée par le fait que les grandes entreprises, dans une économie des savoirs et des savoir-faire, occupent une place centrale dans les stratégies de recherche-développement. En affirmant de plus en plus clairement que la vocation de la recherche publique est de renforcer la compétitivité de la nation, les pouvoirs publics ont fait encore un pas en avant vers des formes de délégation de pouvoirs aux « champions » – le terme est devenu à la mode et éclaire aussi la notion d'acteur pivot – nationaux ou continentaux pour porter les intérêts de toute la population.

Deux autres caractéristiques de l'acteur pivot méritent enfin d'être signalées. La première concerne l'organisation de la sous-traitance, la seconde le rôle des entreprises transnationales dans les échanges multinationaux.

La grande entreprise est très souvent une « donneuse d'ordre ». Elle maîtrise l'ensemble du processus de production, l'assemblage de ses produits, les réseaux commerciaux, les liens entre ses filiales, la recherche-développement mais délègue une partie, souvent

croissante, des tâches de production à une myriade de sous-traitants. Sauf exceptions d'entreprises de petite taille mais dominantes dans un créneau très spécialisé, les rapports de force entre entreprise donneuse d'ordre et sous-traitants sont extrêmement inégaux. Au point que l'Observatoire de la finance¹⁸ a pu montrer, il y a quelques années, que les grandes entreprises tiraient une part croissante de leurs profits de leur gestion financière, au détriment en général des sous-traitants.

Le chiffre d'affaires de General Motors, en l'an 2000, était de 185 milliards de dollars et sa valeur ajoutée de 42 milliards de dollars seulement. Le chiffre d'affaires représente près de 4,5 fois la valeur ajoutée. Ce qui signifie, très grossièrement, que, pour un salarié de General Motors, près de cinq travaillent pour General Motors mais chez des sous-traitants. Et si l'on ajoute que les 5 + 1 salariés qui produisent pour le marché international vont consommer produits, services publics et services privés, cela fait, pour chaque emploi de General Motors, un sacré effet de levier.

Mais le rôle pivot des sociétés multinationales est bien plus évident encore dans l'organisation des échanges internationaux. Reprenons là encore l'excellent travail de compilation de Martin Wolf à partir du rapport de la Cnuced sur l'investissement dans le monde.

Entre 1982 et 2001, soit en dix-neuf ans seulement, le total des investissements directs à l'étranger est passé d'un stock de 734 milliards de dollars à un stock de 6 846 milliards de dollars, soit une multiplication par plus de 9, tandis que le produit national brut mondial était multiplié seulement par trois. Les ventes des filiales des entreprises étrangères sont passées de 2 500 milliards à 18 500 milliards, soit une multiplication par plus de huit. Quant aux exportations des filiales étrangères hors de leur pays d'accueil, elles représentent 35 %, plus du tiers, du total du commerce international de biens et services. (M. Wolf, *op. cit.*, pages 231 et 232).

18. Voir www.obsfin.ch

On comprend par ces quelques chiffres le rôle pivot des entreprises transnationales dans les politiques de développement et dans les relations entre les nations. Je suis loin de tirer de ces chiffres la vision diabolisante qu'en ont les altermondialistes, car ils signifient aussi, et il suffit de visiter la Chine pour le comprendre, que ces sociétés transnationales jouent aujourd'hui un rôle capital dans la gigantesque redistribution des richesses et des savoir-faire entre les continents, qui constitue la première exigence du XXI^e siècle. Mais les conséquences de cette redistribution et, disons-le, les sacrifices que devront consentir pour cela les habitants des pays riches, en termes de réduction d'accès aux ressources de la planète et en termes de changement de mode de vie – ou de réduction brutale du pouvoir d'achat s'ils s'entêtent dans le mode de vie actuel – ne sont pas également répartis sur toute la population. Ils se concentrent sur les moins qualifiés, les moins mobiles. D'où la montée des populismes de droite et de gauche qui s'est notamment manifestée lors des referendums français et hollandais de mai-juin 2005 sur la Constitution européenne.

Ces différents constats donnent une image précise de l'acteur pivot.

La société multinationale de production de biens et de services est-elle appelée à rester pour des siècles l'acteur pivot de notre monde ? Personnellement, j'en doute. Lors du colloque « Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?¹⁹ » organisé par *Le Monde* en mars 2002, réunissant des militants d'une Alter économie responsable et solidaire et des économistes, Christian Jacquiau, expert-comptable et vice-président de l'association « Action consommation », a donné, en l'illustrant par les consommations alimentaires, une bonne définition de ce que j'entends par acteur pivot en décrivant ce qu'il a appelé dans un ouvrage récent « Les coulisses de la grande distribution²⁰ ». Il montre qu'en France il n'y

19. *Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?*, Éd. Charles Léopold Mayer, 2003.

20. Christian Jacquiau, *Les coulisses de la grande distribution*, Albin Michel, 2000.

a plus que cinq centrales d'achat qui contrôlent le marché de la consommation.

Par leur position oligopolistique, ces centrales sont en mesure de déterminer le prix acceptable pour les consommateurs et, à partir de là, de distribuer la valeur ajoutée entre les producteurs de l'amont, les entreprises de transformation et eux-mêmes, comme ils sont en mesure de reporter un certain nombre de coûts sur les pouvoirs publics, qu'il s'agisse des subventions de la Politique agricole commune ou des transferts sociaux résultant indirectement des délocalisations de la production qu'ils encouragent et du chômage qui en résulte. Je ne me prononce pas sur l'exactitude de l'analyse de Christian Jacquiau, même s'il me paraît singulièrement bien informé. Je veux illustrer par ses propos l'existence d'acteurs en situation de réorganiser l'ensemble du jeu en fonction de leur logique. D'ores et déjà, entreprises de distribution et sociétés financières ont commencé à se substituer aux entreprises de production dans cette fonction de pivot. Mais d'autres acteurs viendront à leur tour et le mieux, pour en prendre conscience, est d'avoir recours à l'histoire.

Une manière de le faire est, en suivant ici aussi les réflexions de Jacques Le Goff, de prêter attention, pour chacune des époques, aux figures du héros. Celui-ci, en effet, a quelques chances d'incarner l'acteur pivot.

Au Moyen Âge s'impose d'abord, après la phase de domination de l'Église (je me concentre ici sur l'Europe occidentale), la figure du roi. Puis, à partir de Saint Louis et avec une accélération à partir de Philippe Le Bel, s'instaure une séparation de plus en plus nette entre la figure du roi et la réalité d'un État. Le commerce extérieur, la production intérieure sont mis au service de la puissance de la nation. Alors que le saint, le chevalier et le roi sont les héros de la période précédente, les trois se combinant symboliquement dans la figure de Saint Louis, il me semble qu'aux XVI^e et XVII^e siècle, au moment où émerge l'État wesphalien, c'est l'État qui devient l'acteur pivot. À un moment où s'impose en France la monarchie absolue, le héros, paradoxalement, est moins le roi lui-même que

le grand commis de l'État, avec les figures de Sully, Richelieu et Colbert.

Mais déjà, émerge et s'autonomise du pouvoir royal et de l'État un autre acteur structurant, correspondant à la révolution industrielle, l'entrepreneur puis l'entreprise.

Sixto Roxas, un économiste philippin qui a été ministre du Plan après avoir enseigné à Harvard, a raison de dire que ce qui émerge de véritablement nouveau avec la révolution industrielle, ce n'est pas l'économie de marché, car le marché est vieux comme le monde et connu sous toutes les latitudes, mais l'entreprise. Et, comme c'est le cas souvent, le développement de ce nouvel acteur précède sa théorisation. À telle enseigne que les pères de la Révolution française, dans la ligne du siècle des Lumières et de la philosophie de la raison, dans le prolongement aussi de Montesquieu, avaient largement élaboré une théorie de la nation, de l'État, du politique. En revanche, ils n'avaient pas vu émerger, ils n'avaient pas conceptualisé l'acteur qui pourtant allait devenir l'acteur structurant, l'acteur pivot de la période qui s'ouvrait : l'entreprise industrielle.

Dès le début du XVIII^e siècle, une autre figure de héros est apparue et je suis en cela la réflexion de François Ost dans sa présentation de Robinson Crusoé²¹. Robinson Crusoé est, au sens propre du terme, un mythe. Son histoire est, selon François Ost, typique du récit mythique en donnant à ce terme le sens que lui donne Claude Lévi-Strauss : « Un récit des origines qui fournit une réponse narrative à une contradiction idéologique qui traverse la société où il prend naissance. »

L'histoire de Robinson Crusoé raconte « comment un homme seul parvient progressivement à se reconstituer une identité, se réapproprier son environnement, maîtriser le cours des événements [...]. Une refondation du monde, en quelque sorte à partir de l'individu souverain. [...]. Seul sur le rivage de l'île déserte, Robinson sera comme un nouvel Adam ou un nouveau Prométhée. [...]. C'est le programme d'une fantastique opération survie qui

21. François Ost, *Raconter la loi*, *op. cit.*

débute par les recettes pratiques de la subsistance immédiate et qui culminera, des années plus tard, dans l'opulence de la colonisation. Ce programme est celui de l'appropriation et de la maîtrise progressive de l'île et de ses ressources ». Plus loin, François Ost cite directement Daniel Defoe qui fait dire à Robinson : « J'étais roi et seigneur absolu de cette terre, j'y avais droit de possession et je pouvais la transmettre comme si je l'avais eue en héritance aussi incontestablement qu'un lord anglais dans son manoir. » C'est, dit François Ost, la traduction à l'échelle d'un territoire de ce qui est décrit dans le Code civil comme les caractéristiques de la propriété : « User et jouir de son bien de la manière la plus absolue ». Et, plus loin, « nous aimons, nous haïssons, nous convoitons, nous prenons notre plaisir, tout cela dans le privé et la solitude. Tout ce que nous en communiquons à autrui n'est que pour obtenir son assistance dans la poursuite de ce que nous désirons : le but est en nous ». Ce qui provoque chez François Ost le commentaire suivant : « À la différence des héros de romans de chevalerie ou de légendes antiques, Robinson ne cherche ni la gloire ni une belle mort. Comme le bourgeois qu'il est, il poursuit le rêve d'une vie profitable ».

Conquérant d'un territoire et fabricant d'un monde dont il est le souverain absolu, Robinson Crusoe cède, un siècle et demi plus tard, la place à un autre type de héros : l'entrepreneur ou le financier triomphant. J'ai trouvé par hasard, dans les livres de Charles Léopold Mayer, un ouvrage particulièrement significatif, comme il en existait de nombreux exemples dans l'entre-deux-guerres. Écrit par un Allemand, Richard Lewinson, il s'intitule sans ambages : *À la conquête de la richesse*²². C'est une série de neuf biographies respectivement de John Rockefeller, des Rothschild, d'Alfred Nobel, de John Pierpont Morgan, des Krupp, de Thomas Edison, de Henry Ford, de lord Leverhulme (fondateur d'Unilever) et d'Aristide Boucicaut (fondateur du Bon Marché). Neuf histoires individuelles et familiales de la conquête du monde par ce nouvel acteur pivot qu'est la grande entreprise ou la grande

22. Richard Lewinson, *À la conquête de la richesse*, Payot, 1928.

banque d'origine privée. Il s'agit bien d'histoires pieuses, à vocation à la fois hagiographique et pédagogique. Les titres des deux ouvrages de Henry Ford présentés à la fin du volume, *Aujourd'hui et demain* et *Ma vie et mon œuvre*, sont la meilleure illustration de cet objectif pédagogique. On y retrouve les ingrédients des exempla décrits par Jacques Le Goff à propos du XIII^e siècle.

Les histoires de cette conquête comportent toutes les mêmes ingrédients de base : une naissance d'origine modeste (moyen de rappeler, comme le faisait Napoléon, que chaque soldat a dans sa musette son bâton de maréchal), des prédispositions qui se manifestent de manière très précoce, comme dans les vies de saints du Moyen Âge où c'est dès l'enfance que le futur saint devait manifester ses prédispositions, une formidable opiniâtreté devant les difficultés, une volonté sans faille de dépasser, voire d'écraser les autres. De ce point de vue, le mélange de piétisme et d'absence de scrupules de John Rockefeller a quelque chose de fascinant comme sa volonté de ne compter que sur lui-même. Ce destin se déploie d'entrée de jeu à l'international et la réalisation de « l'œuvre » passe bien avant les intérêts nationaux. Les Rothschild, dès qu'ils deviennent puissants, sont les banquiers aussi bien de l'Empire allemand, que de l'Angleterre, la France et l'Italie. Quant à Krupp, qui est devenu dans l'imaginaire français le symbole du militarisme allemand, il est décrit par l'auteur comme un industriel avant tout soucieux que ses canons d'acier soient les meilleurs du monde et qui les présente d'abord à l'Exposition universelle (beau symbole) puis à l'empereur Napoléon III et enfin à la Prusse, qui les adopte.

Au cours des dernières décennies, on trouve certainement dans le monde économique encore des histoires de héros, mais je ne crois plus qu'il puisse s'agir de fondateurs d'empires industriels. De même, les figures héroïques qu'ont pu constituer dans le champ de la science Louis Pasteur, Albert Einstein ou Marie Curie semblent singulièrement passées de saison. Il faut plutôt aller chercher du côté de Bill Gates et de l'épopée de Microsoft (donc du côté du capital immatériel) ; ou du côté de la finance et de George Soros,

dont l'exemplum est la dévaluation de la livre sterling : l'histoire du petit Juif hongrois émigré aux États-Unis qui met à genoux l'orgueilleuse City de Londres ; ou encore aller chercher du côté de personnages comme Édouard Leclerc, le petit épicier de Landerneau devenu l'un des rois de la grande distribution. Mais on sent bien que c'est une queue de comète. Les héros du XXI^e siècle sont à chercher dès maintenant en dehors de l'entreprise. Un personnage me paraît néanmoins émerger du lot, celui de George Soros. Outre son profil de self-made-man ayant réussi, qui est la figure imposée de tout héros moderne, il est en même temps philosophe, économiste et philanthrope. Qu'il ait créé une fondation n'est pas pour étonner. La plupart de nos héros modernes l'ont fait et c'est d'ailleurs une caractéristique commune, je crois, des héros de préférer la conquête à l'usage, j'allais dire basement matériel et égoïste, des fruits de la conquête. Comme le dit le titre du livre de Henry Ford déjà cité, c'est l'œuvre qui compte et non la jouissance du prix de l'œuvre. George Soros, ce qui est plus original, a en outre écrit dans les années 1990 un livre étonnant, *La crise du capitalisme global*²³. Il y démontre, dans des termes que souvent pourraient envier les altermondialistes, les méfaits d'une globalisation financière qui se déploie sans qu'existe en contrepartie une véritable gouvernance mondiale. Il fait de sa rapide fortune l'illustration même des dysfonctionnements du système. J'ai remarqué que cette réflexion critique exaspérait la plupart des financiers, comme si cracher dans la soupe, en quelque sorte renier ce qui a fait votre réussite, était d'une suprême inélégance et presque de l'ordre de la trahison des secrets de famille.

Imagine-t-on Henry Ford montrer que l'automobile conduit le monde à sa ruine ou Rockefeller dénonçant le gaspillage d'une énergie fossile non renouvelable ou les conséquences géostratégiques dramatiques de la concentration du pétrole et du gaz dans quelques régions du monde ?

23. George Soros, *The Crisis of Global Capitalism*, Public Affairs, 1998.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Pour ma part, je prends la démarche de George Soros au sérieux. Elle annonce, les données fondamentales du monde ayant changé, une restructuration des facteurs et des acteurs.